



COMMUNISTES INDRE

Châteauroux 26/01/2014

*Communistes Indre, solidaire des
postiers de Chateameillant
s'indigne.
Jusqu'où ? Jusqu'à quand ?*

Dans le droit fil des politiques européennes, les services publics sont détournés de leur vocation naturelle qui est d'être au service des gens: éclatement, démantèlement des PTT transformés en société anonyme (La Poste et France Telecom/Orange), mais aussi de la SNCF, de l' EDF, de la RATP ...L'utilisateur transformé en client, les statuts des personnels annihilés, l'emploi public décimé... Tous sont reconvertis en fonction des intérêts du grand capital. Voilà le prix à payer pour se conformer aux exigences de Maastricht, de la soi-disant libre concurrence et non faussée. Cette Europe, **c'est la recherche du profit maximum**. Construite contre les peuples, elle agit contre eux. Le capitalisme n'a de limite que celle que lui imposent les salariés, les peuples par la lutte de classe. Pour cela, la Direction Courrier Touraine Berry de Tours est prête à tout, y compris en sanctionnant très sévèrement les facteurs de Chateameillant (18), pour empêcher les usagers d'être informés de ce que leur direction envisageait de mettre en place.

Jeudi 23 janvier avait lieu un conseil de discipline à l'encontre de trois facteurs de Chateameillant. Ils étaient convoqués en vue d'une sanction de 3 et 4 mois de mise à pied au motif d'avoir exercé leur droit de citoyen. Cette réorganisation était d'ailleurs relatée dans la presse locale (octobre 2013) par les organisations syndicales représentatives du personnel, sur les communes de Chateameillant et du Châtelet. A l'issue du conseil de discipline la peine proposée était réduite à 15 jours de mise à pied pour les agents, ce qui de fait revient à considérer qu'il y a faute. **Or, les facteurs de Chateameillant n'ont commis aucune faute professionnelle, c'est ignoble qu'ils soient sanctionnés. Il n'y a rien à reprocher aux facteurs, le dossier est vide.**

La seule « infraction » que l'on peut remarquer c'est que l'initiateur du tract incitait les usagers à remettre un talon détachable à son facteur ou à un élu. Il est vrai que les facteurs en toute bonne foi, ont toujours à cœur leur Administration, ils ont à cœur leur Service Public et de ce fait ont l'habitude de rendre de petits services aux usagers, (pain, les médicaments, courses diverses) gratuitement. Mais depuis la transformation en Société Anonyme les dirigeants de La Poste veulent transformer les facteurs en source de profit, sur tout service rendu.

Pourquoi, tant le Ministre du Travail Miche Sapin, que le Ministre de l'industrie, le Président de La Poste, que les députés du département, restent-ils sourds et muets, concernant une administration à 100 % publique ? Qu'attendent ils pour mettre fin à cette affaire.

Communistes Indre **appelle tous ceux et celles qui se veulent les garants des droits fondamentaux de la constitution de s'adresser à leurs élus, au ministre du travail Michel SAPIN, aux députés pour exiger le retrait de toute mesure disciplinaire. Dans le pays des droits de l'homme où "Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi. "**
Cette sanction ne doit pas voir le jour.

www.sitecommunistes.org